

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Pendant la crise, la braderie continue

# **De nouvelles attaques en perspective contre nos retraites**

- Social -

Date de mise en ligne : lundi 1er juin 2009

---

**Démocratie & Socialisme**

---

Pour Sarkozy et son gouvernement de néolibéraux attardés qui n'a pas pour seule fonction que de défendre les intérêts de moins de 1 % de la population, la crise est conjoncturelle mais le déficit de la Sécurité sociale engendré par cette crise est, lui, structurel.

Sarkozy compte bien profiter de la crise En réalité, cette contradiction n'est qu'apparente : Sarkozy compte bien profiter de la crise pour infliger une telle défaite au salariat qu'avec les règles actuelles, le déficit de 20 milliards d'euros prévu pour la fin de l'année ne pourra que s'aggraver, servant ainsi de prétexte à une nouvelle attaque contre la Sécurité sociale.

La bataille contre l'hôpital public, déjà largement entamée avec la tarification à l'activité en 2004, passe au stade supérieur avec la loi Bachelot. Même si, face à la mobilisation des hospitaliers, le gouvernement a dû reculer et reporter l'alignement des tarifs publics sur le privé à 2018, son but est évident : brader l'hôpital public au secteur privé, « mercantiliser l'hôpital » comme l'affirme le Professeur André Grimaldi.

Le financement de l'assurance-maladie glisse lentement mais sûrement de l'assurance-maladie obligatoire aux régimes d'assurances privées (mutuelles et compagnies d'assurance). Et alors qu'il multiplie les tickets d'exclusion des soins (les franchises et autres tickets modérateurs), le gouvernement de MM. Sarkozy et Fillon « renonce à limiter les dépassements d'honoraires des médecins ». Le traitement réservé aux régimes de répartition est symptomatique du double but poursuivi avec opiniâtreté par le Medef et son bras armé, le gouvernement Sarkozy : diminuer encore plus le financement patronal et ouvrir un champ de plusieurs dizaines de milliards d'euros annuels aux capitaux privés (fonds de pension, banques, compagnies d'assurances...).

## Les étapes de la contre-réforme des retraites

- ▶ 1993 : en plein été, la loi Veil-Balladur s'attaque aux retraites de base du secteur privé. Elle fait passer le nombre de trimestres permettant d'obtenir une retraite à taux plein de 37,5 à 40 annuités et ne calcule plus le salaire de référence sur les 10 mais sur les 25 meilleures années.
- ▶ 1994 : les retraites complémentaires du secteur privé (AGIRC pour les cadres et ARRCO pour l'ensemble des salariés de ce secteur) sont durement attaquées. Le montant global des retraites par répartition diminue de nouveau.
- ▶ 1995 : le gouvernement Juppé s'attaque aux retraites des fonctions publiques et des régimes spéciaux. Les mobilisations de novembre-décembre l'obligent à reculer.
- ▶ 2003 : le gouvernement ne s'attaque plus qu'aux retraites des fonctionnaires. Après des mois de mobilisation, des millions de manifestants, Fillon finit par l'emporter. Non seulement, il aligne le public sur le privé (40 annuités de cotisation) mais la durée de cotisation passera à 41 annuités de cotisation dans les deux secteurs en 2012 et à 42 en 2020.
- ▶ 2007 : le gouvernement impose un nouvel alignement (étalé dans le temps et avec quelques concessions significatives) : celui des régimes spéciaux sur les régimes de retraite du secteur privé et de la fonction publique.

## Rien de ce qui avait été promis n'a été tenu

Le montant des retraites ne devait pas diminuer, seule devait augmenter la durée de cotisation. Mais comme le patronat licencie sans merci les salariés de plus de 50 ou 55 ans, la réalité est tout à fait différente : une baisse considérable du montant des retraites qui fera qu'en 2030, la grande majorité des salariés (avec les règles actuelles) se retrouvera sous le seuil de pauvreté.

Les fonds de pension, l'épargne-salariale, le rendement des actions, devaient permettre de constituer un « 3e étage » pour nos retraites. Après les crises boursières de la fin des années 1990 en Asie, Russie et Amérique Latine, avec la crise des « nouvelles technologies » en 2000, avec la crise actuelle, qui peut encore défendre une telle absurdité ? Le Fonds de réserve des retraites mis en place par Lionel Jospin, n'a non seulement pas été alimenté comme prévu par la droite, mais a perdu 20 % de sa valeur, ses placements faisant une grande place aux actions.

De toute façon, ce fonds avait toujours été présenté par Lionel Jospin pour ce qu'il était, c'est-à-dire pour un simple fonds de « lissage » permettant uniquement de faire face à une augmentation brutale des besoins de financement, mais jamais comme un moyen structurel de financement.

## Reculer l'âge de départ en retraite

Eric Woerth vient de relancer l'idée de différer l'âge de départ à la retraite. Il se base sur le déficit du régime d'assurance vieillesse qui pourrait atteindre 9 milliards d'euros fin 2009.

Mais la faute à qui ? Les recettes ont déjà baissé de près de 2 milliards du fait des licenciements et de la stagnation des salaires. Quant aux cotisations chômage que le patronat comptait bien utiliser pour financer une partie des retraites, l'envolée du chômage ne permet même plus d'évoquer cette « solution ».

Le MEDEF n'a jamais accepté la retraite à 60 ans. Il conjugue donc ses efforts avec ceux du gouvernement pour en finir avec cette conquête de 1982. Alors que Woerth s'attaque à la retraite de base, le patronat s'en prend à la retraite complémentaire dont les régimes (ARRCO et AGIRC) sont gérés paritairement par le patronat et les syndicats.

Avant la crise, le MEDEF faisait le chantage suivant : un abattement de 22 % du montant des retraites complémentaires pour les salariés arrêtant de travailler entre 60 et 65 ans ou l'acceptation d'augmenter progressivement l'âge du départ sans décote sur le régime complémentaire (61 ans dans un premier temps).

Avec la crise et la crainte d'une explosion sociale, le MEDEF a dû mettre de l'eau dans son vin et a accepté de reconduire les règles actuelles jusqu'à la fin 2010.

## La crise et ses conséquences

Dans un premier temps, la crise rend le gouvernement et le patronat prudents. Comment, en effet, demander à ceux qui ont un travail de travailler plus longtemps alors que notre pays comptera un million de chômeurs de plus en décembre 2009 qu'en décembre 2008 ? Tout le monde comprend bien que cela ne ferait qu'augmenter le nombre des chômeurs.

Mais si le mouvement social et la gauche ne trouve pas de solution au principal problème actuel des salariés de

## **De nouvelles attaques en perspective contre nos retraites**

---

notre pays (Sarkozy et son gouvernement), dans un second temps, le poids du chômage et de la précarité risquent d'entraîner un repli sur soi propice à des attaques encore plus brutales du capital contre le salariat.

Les reculs opérés par le gouvernement et le MEDEF ne sont que des reculs tactiques, ils espèrent bien que la crise leur permettra d'accélérer la remise en cause de tous nos acquis sociaux, dans le domaine des retraites comme dans les autres.

Les propositions précipitamment retirées de Worth et du MEDEF ressurgiront alors avec encore plus de force.

**Jean-Jacques Chavigné**